

Turning point

LA NEWSLETTER D'ETHOS POUR LA GOUVERNANCE ET LA DURABILITÉ



L'EDITO : "ESG is not dead"

On ne va pas se mentir, les temps sont durs pour la durabilité et les vents contraires ne soufflent pas que de l'autre côté de l'Atlantique. Malgré les attaques à répétition, les menaces, ou la « simplification » de la réglementation, la prise en compte de la durabilité dans les choix d'investissement n'est pas morte, loin de là. Et certainement plus nécessaire et utile que jamais.

Alors évidemment, tout n'est pas rose. Les fonds durables ont enregistré, au niveau mondial, des **sorties nettes records** de 8,6 milliards de dollars au premier trimestre 2025. Même l'Europe a connu ses premières sorties nettes depuis 2018. Ces retraits s'expliquent par des facteurs géopolitiques, des critiques croissantes sur l'efficacité ou la politisation de l'ESG. Mais ils s'expliquent aussi par une requalification permanente de certains fonds qui ne répondent pas à certains standards de durabilité, ce qui est plutôt réjouissant.

Surtout, l'ESG conserve une valeur stratégique pour un nombre croissant d'entreprises qui l'intègrent dans leurs processus de due diligence et de gestion des risques. Même le nombre d'entreprises qui se sont engagés à atteindre l'objectif « Net Zero » d'ici 2050 ne **cesse de progresser** tandis que ce sont les retraits de quelques grands noms qui font les gros titres.

La performance des fonds durables fait elle aussi de moins en moins débat. Des **recherches académiques récentes** ont ainsi montré que les portefeuilles ESG en Europe ont affiché une meilleure résilience face aux chocs de marché, notamment lors de crises telles que la pandémie ou la guerre en Ukraine.

Enfin, et c'est peut-être le plus réjouissant, la résistance s'organise face au « backlash anti-ESG » venu des

Etats-Unis. Le mouvement **WeAreEurope**, qui rassemble entreprises, consultants et acteurs engagés dans la RSE au niveau européen pour proposer un contre-modèle, compte déjà plus de 500 membres dans près de 20 pays. L'objectif est de fédérer autour de diverses initiatives visant à revitaliser la durabilité en Europe.

Même aux Etats-Unis un front émerge. Les fonds de pension de la ville de New York **ont ainsi annoncé** qu'ils ne travailleraient plus avec des gérants d'actifs qui n'auraient pas adopté de plans d'actions « Net Zero » robustes. Le plus ironique étant que ce sont les politiques de l'administration Trump, et notamment les tarifs (pour autant qu'ils soient mis en place) qui pourraient être bénéfiques pour la planète avec un ralentissement des échanges commerciaux internationaux – et donc du trafic maritime – et une incitation pour de nombreux Etats à s'émanciper de leur dépendance aux énergies fossiles en se tournant davantage encore vers les énergies renouvelables. Quoiqu'il en soit : « ESG is not dead » !

LE POINT SUR L'ACTU

Tandis que Katy Perry et ses amies créaient le bad buzz en se faisant catapultier à coup de millions de dollars (et de dizaines de tonnes de CO2) dans l'espace par Jeff Bezos, la planète de la finance durable continuait heureusement de tourner.

Hasard du calendrier, **une étude du Dartmouth College** estime que les 111 plus grandes entreprises mondiales – dont les majors du pétrole mais également Amazon – ont causé des dommages climatiques évalué à quelques 28'000 milliards de dollars entre 1991 et 2020. Soit un peu moins que la somme de tous les biens et services produits aux Etats-Unis l'année dernière.

Pendant ce temps, l'alliance des banques pour la neutralité carbone (NZBA), confrontée à un exode de ses membres, a décidé de **revoir à la baisse ses ambitions** en abandonnant l'obligation pour ses membres de s'engager à s'aligner sur un objectif de 1,5°C. Quant à l'association de lobbying des CEO des plus grandes entreprises américaines, **Business Roundtable**, elle veut interdire le dépôt de résolutions d'actionnaires liées à des questions environnementales, sociales et politiques, ce qui représente un retour en arrière sans précédent sur le « stakeholder capitalism » qu'elle prônait jusqu'il y a peu.

A Bruxelles, **une coalition d'ONG** a déposé une plainte auprès du Médiateur européen, organisme indépendant de surveillance de l'UE, en lien avec le projet de simplification de la réglementation en matière de durabilité (« Omnibus »). Elle reproche à la Commission européenne de ne pas avoir évalué les impacts environnementaux et sociaux de la modification de la législation et d'avoir consulté les lobbyistes de l'industrie lors de réunions à huis clos avant de publier sa proposition, tout en refusant d'organiser une consultation publique.

La société de gestion allemande DWS a quant à elle été condamnée à verser **une amende de 25 millions d'euros** en Allemagne dans l'affaire de greenwashing qui avait été révélée aux Etats-Unis en 2021. La société, qui appartient à Deutsche Bank, avait déjà écopé d'une amende de 19 millions de dollars aux Etats-Unis pour avoir exagéré les allégations ESG de ses fonds et tromper les investisseurs.

En Suisse, l'Université de Genève mène un projet de recherche sur l'évolution du paysage de l'investissement d'impact. Afin d'alimenter ses travaux, elle invite les participants à répondre à **une enquête** de 15 minutes visant à explorer les perceptions, les pratiques et les motivations au sein de l'écosystème de l'investissement d'impact dans le pays.

GOOD NEWS

Réunis à Londres, les Etats membres de l'Organisation maritime internationale se sont accordés pour un système mondial de **tarification du carbone** sur les émissions du secteur maritime. Une première alors que le transport maritime était l'un des seuls secteurs (avec l'aviation) à ne pas être réglementé par l'Accord de Paris. Dès 2028, les navires devront ainsi soit utiliser un mélange de



LE POINT SUR LA SAISON DES AG

On peut là aussi parler des bonnes nouvelles. En Suisse, une majorité des actionnaires de Tecan ont voté contre le rapport de rémunération lors de l'AG 2025, un rapport auquel Ethos s'est toujours opposé et qui avait déjà obtenu un faible taux de soutien l'année dernière (77%) sans que le conseil d'administration ne juge nécessaire d'y apporter des changements. Cette fois-ci, le conseil n'aura d'autre choix et s'est **déjà engagé** à revoir le système de rémunération.

Le rapport de rémunération de Nestlé a quant à lui été approuvé avec seulement **73.7% des votes**, ce qui représente le plus faible taux d'approbation depuis l'introduction d'un tel vote en 2009. Rappelons ici qu'il est communément considéré qu'un taux en-deçà de 80% « oblige » le conseil d'administration à consulter ses actionnaires en vue de revoir sa copie.

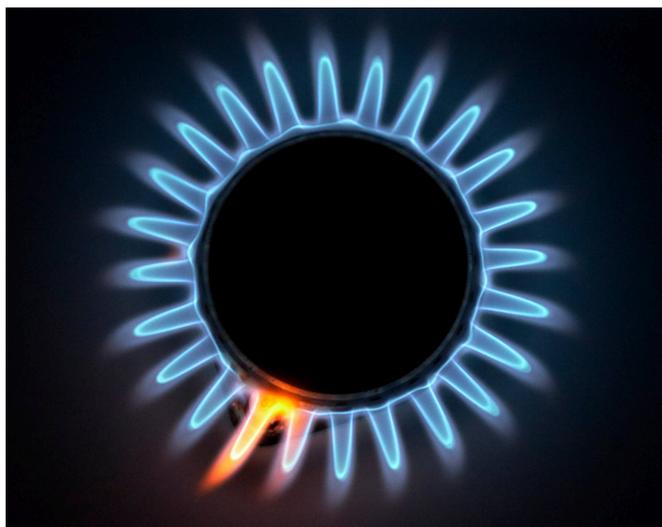
Le camouflet du mois comme le nomme Novethic dans son **article payant** est toutefois à mettre au crédit du président de BP qui n'a été réélu qu'avec 73% des voix, et cela alors même qu'il avait déjà annoncé qu'il ne se représenterait pas l'année prochaine. En cause notamment, la décision du conseil d'administration de revenir sur ses engagements climatiques sous la pression d'investisseurs qui souhaitent que BP se recentre sur les énergies fossiles.

On peut noter là encore que le président de Nestlé, qui a été confronté à plusieurs controverses de taille ces dernières années (pizzas Buitoni, eaux minérales en France), n'a guère fait mieux en étant réélu qu'avec 84.8% des voix.

carburants à moindre intensité de carbone, soit payer pour l'excédent d'émissions. La mesure doit encore être formellement adoptée en octobre par l'assemblée. Les Etats-Unis s'étaient quant à eux retirés des négociations avant le vote.

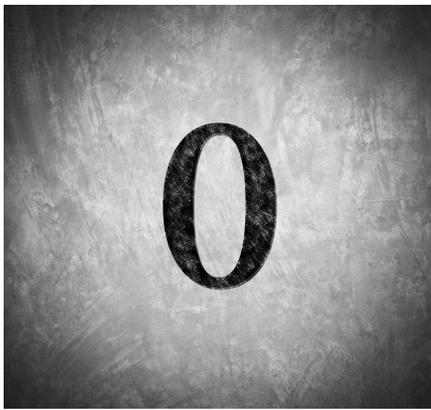
Autre première : au mois de mars, les énergies renouvelables ont contribué pour la première fois à **plus de la moitié de l'électricité produite** aux Etats-Unis, preuve que même au pays de Donald Trump on recourt toujours davantage aux énergies vertes que fossiles. Cette bonne nouvelle est toutefois atténuée par **un rapport de Bloomberg** qui rappelle que l'utilisation de l'IA devrait conduire à une hausse importante de la demande en électricité qui sera couverte, en grande partie, par des énergies fossiles (et/ou nucléaire). A ce titre, on notera que Donald Trump (toujours lui) a signé **plusieurs décrets** en vue de raviver la production de charbon aux Etats-Unis...

Enfin toujours aux Etats-Unis, 98% des **actionnaires de Goldman Sachs** ont rejeté deux résolutions d'actionnaires qui s'en prenaient directement aux politiques de la banque en matière de diversité et d'inclusion.



LE CHIFFRE DU MOIS

L'annonce a fait l'effet d'un mini séisme dans le monde de la finance durable. Pour la première fois depuis 2016, Follow This a décidé de ne pas déposer de résolution d'actionnaires climatiques cette année aux AG des grands groupes pétroliers. Dans **un communiqué de presse**, l'ONG néerlandaise explique que si les résolutions d'actionnaires ont



joué un rôle déterminant pour contraindre cinq grandes compagnies pétrolières à se fixer des objectifs de réduction des émissions, la plupart des investisseurs institutionnels hésitent [aujourd'hui] à utiliser leur droit de vote. Selon son directeur Mark van Baal, il s'agit donc de faire « une pause stratégique visant à rallier davantage d'investisseurs et à discuter de la manière de collaborer pour faire respecter les droits des actionnaires. » A noter que cette décision s'inscrit dans un contexte politique plus large qui a vu le nombre de résolutions d'actionnaires ESG chuter drastiquement cette année, notamment aux Etats-Unis. Ainsi, pour la première fois depuis la fusion de 1999 aucune résolution d'actionnaires n'a été déposée à l'AG d'ExxonMobil.

LE POINT SUR L'ACTU D'ETHOS

Début avril, Ethos et les membres de l'Ethos Engagement Pool (EEP) International ont lancé **une campagne de dialogue** avec les gérants d'actifs afin de s'assurer que leurs droits de vote soient exercés conformément à leur volonté et à leurs sensibilités aux AG des entreprises dans lesquelles ils investissent.

Par la suite, et alors que la saison des AG battait son plein, le directeur d'Ethos Vincent Kaufmann est intervenu physiquement à celles d'UBS et de Nestlé au mois d'avril. Au conseil d'administration d'UBS, **il a rappelé** que les actionnaires attendaient de la seule banque systématique de Suisse qu'elle fasse preuve d'exemplarité, que ce soit en matière de gouvernance, de rémunération, de fonds propres ou de durabilité. A l'AG de Nestlé, il a recommandé aux actionnaires de **s'opposer à la décharge** – au vu des incertitudes qui demeurent concernant le scandale de l'eau minérale filtrée en France et du peu d'informations communiquées à ce sujet par l'entreprise – et aux votes sur les rémunérations.

Pour rappel, Ethos a décidé cette année de réaliser des petites vidéos dans lesquelles elle revient sur les grands enjeux ESG des AG des plus grandes entreprises cotées en Suisse et explique ses positions de vote. Ces vidéos sont disponibles sur notre **compte LinkedIn** ou sur notre **site internet**.

Enfin, Ethos et les membres de l'EEP International ont décidé de participer à une nouvelle campagne d'engagement collective, coordonnée par **Clean Air Fund** et **ShareAction**, dont l'objectif vise à lutter contre la pollution de l'air en incitant les entreprises internationales à mieux gérer et réduire leurs émissions polluantes atmosphériques. Les secteurs du fret aérien, de la logistique et de la construction seront particulièrement ciblés dans un premier temps avant d'élargir le dialogue aux industries des métaux, de l'extraction minière et des matériaux de construction.

Revue de presse :

- **Nestlé und der Mineralwasser-Skandal**: «Wir wollen wissen, wie gross das Problem ist», sagt der Ethos-Direktor : Notre directeur explique pourquoi nous nous sommes opposés au vote sur la décharge à l'AG de Nestlé (NZZ, 16 avril 2025).
- **UBS-Generalversammlung in Luzern** : un sujet de la télévision alémanique sur l'AG d'UBS (SRF, 10 avril 2025)
- **Une campagne pour améliorer le dialogue actionnarial** : un article payant parle de notre nouvelle campagne d'engagement avec les gérants d'actifs sur le vote aux AG (Le Temps, 5 avril 2025)

Inscription à la newsletter

La **Fondation Ethos** regroupe plus de 250 caisses de pension et institutions suisses exonérées fiscalement. Créée en 1997, elle a pour but de promouvoir l'investissement socialement responsable et de favoriser un environnement socio-économique stable et prospère.



La société **Ethos Services** assure des mandats de conseil dans le domaine des investissements socialement responsables. La société propose des fonds de placement socialement responsables, des analyses d'assemblées générales d'actionnaires avec recommandations de vote, un programme de dialogue avec les entreprises ainsi que des ratings et analyses environnementales, sociales et de gouvernance des sociétés. Ethos Services appartient à la Fondation Ethos et à plusieurs de ses membres.

